

ON VEUT VIVRE, PAS SURVIVRE

La crise covid a amplifié la crise sociale. Des millions de personnes viennent de basculer et de rejoindre une partie croissante des travailleuses et des travailleurs qui vivent dans la précarité, la pauvreté et l'insécurité au quotidien. Il n'est pas admissible de devoir choisir entre manger, payer son logement, sa facture d'électricité, faire le plein, acheter des fournitures scolaires ou prendre les transports, compter chaque euro et être en galère largement avant la fin du mois.

TOUT AUGMENTE

On nous dit que l'activité économique mondiale est repartie de plus belle. De fait, nos modes de production et de consommation demandent beaucoup de ressources en énergies, en particulier fossiles. La demande s'envole, les prix de l'énergie explosent. Et d'autant plus que depuis les privatisations d'EDF et GDF c'est le secteur privé qui est aux manettes, avec la recherche absolue du profit et non du bien commun. L'explosion des prix de l'énergie se répercute sur les produits alimentaires et les biens de consommation, et l'inflation repart.

PAS DE REVENUS EN DESSOUS DE 1 700 EUROS (NET)

Vivre dignement, c'est avoir les moyens de subvenir à ses besoins. Pour nous aujourd'hui, aucun salaire, aucune pension de retraite, aucune allocation de chômage ne doit être inférieure à 1 700 euros par mois. Pour faire face à la situation actuelle, nous revendiquons une augmentation immédiate de 400 euros par mois pour toutes et tous, y compris pour les minimas sociaux. Que ce soit dans les négociations annuelles obligatoires (NAO) dans les entreprises ou bien dans la fonction publique, c'est partout que nous voulons obtenir des augmentations de salaires qui, contrairement aux primes, financent notre sécurité sociale.

LES MÊMES DROITS POUR TOUTES ET TOUS.

Dans l'immédiat les 18-25 ans doivent avoir accès au RSA que nous voulons revaloriser. Partout il faut obtenir l'égalité salariale réelle femmes/hommes. En moyenne, à poste égal, les femmes gagnent toujours 17% de moins ! Le travail déclaré est indispensable à l'accès aux mêmes droits et aux mêmes salaires. La régularisation de tou-ttes les Sans-papiers est ainsi un préalable.

REDISTRIBUTION DES RICHESSES ET LIMITE ÉCOLOGIQUE DES REVENUS

On nous répète qu'il n'est pas possible de financer les salaires. C'est un mensonge. Il s'agit de choix de société et de rapports de forces : le patronat accapare aujourd'hui des dizaines de milliards d'euros grâce à notre travail, en rémunérant grassement les actionnaires : les dividendes versés par les entreprises du CAC 40 explosent (51 milliards en 2021). Sans parler de la fraude fiscale, comme encore révélée récemment par les Pandoras Paper, qui prive la collectivité de recettes énormes qui pourraient financer aisément les services publics.

Nous pensons qu'il faut réduire l'écart entre les plus hauts et les plus bas salaires. Nous ne voulons pas de revenus "illimités". L'Union syndicale Solidaires revendique qu'il n'y ait pas de revenu plus de 5 fois supérieur au revenu minimal. Nous savons que les plus riches, de par leur mode de vie sans limite, polluent le plus.

**Ces revendications sont centrales,
mettons les moyens pour les transformer en luttes gagnantes !**

